

République Démocratique du Congo
Ministère des Finances
Cellule d'Exécution des Financements en faveur des Etats Fragiles
« La CFEF »

Projet d'Appui à la Relance de l'Economie Congolaise (PAREC)

Avis d'Appel d'Offres National – Sans pré qualification

**MARCHE DES TRAVAUX DE REHABILITATION DU BATIMENT DE LA BIBLIOTHEQUE DE
L'ECOLE NATIONALE DES FINANCES**

N° AON : **AAON n° 03/MINIFIN/CFEF/PAREC/ TvX/PM/2024**
Source de financement : **Banque Africaine de Développement**
Date de publication : **08 novembre 2024**
Date de clôture : **09 décembre 2024**

1. Cet Avis d'appel d'offres fait suite au Plan de Passation des Marchés des travaux, exercice 2024 qui a reçu l'avis de non objection de la DGCMF le 28 octobre 2024 et paru sur les sites web à accès libre www.armp-rdc.org et www.cfef.cd.
2. **La Cellule d'exécution des Financements en faveur des Etats Fragiles « CFEF »** a sollicité et obtenu du Gouvernement de la République Démocratique du Congo, un Don, afin de financer le Projet d'Appui à la Relance de l'Economie Congolaise (PAREC), et a l'intention d'utiliser une partie de ces fonds pour effectuer des paiements au titre du **Marché des Travaux de réhabilitation du bâtiment de la bibliothèque de l'Ecole Nationale des Finances**. La période de construction est estimée à 6 mois.
3. **La Cellule d'exécution des Financements en faveur des Etats Fragiles « CFEF »** sollicite des offres sous pli fermé de la part de candidats éligibles et répondant aux qualifications requises pour réaliser les travaux de gros-œuvre, de finition, de menuiserie, de peinture, d'électricité, de climatisation, de réseau LAN.
4. La passation du Marché sera conduite par Appel d'offres ouvert tel que défini dans la Loi relative aux marchés publics n°10/010 du 27 avril 2010, et ouvert à tous les candidats éligibles.
5. Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations auprès du service de passation des marchés de la CFEF, courriel : cfef@cfef.cd, et prendre connaissance des documents d'Appel d'offres à l'adresse mentionnée ci-après : **CFEF, 32 bis, Avenue des Forces Armées (dans l'enceinte de l'Ecole nationale des Finances)** de 9 à 15 heures locales.
6. Les exigences en matière de qualifications sont :
 - i) Conditions d'ordre technique :
 - Avoir au minimum un agrément TPI d'une des catégories suivantes : A, B ou C, en cours de validité à la date de la soumission ;
 - Présenter au moins trois (03) références des travaux analogues en nature, volume et prix à ceux du présent marché, réalisés avec succès au cours des 5 dernières années (2019 à 2023). Pour être acceptables, les références présentées doivent impérativement être étayées des procès-verbaux de réception définitive délivrés par les clients ;
 - Présenter une liste du personnel en nombre et en qualification (ingénieurs, conducteurs de travaux, contre-maîtres, etc.) que le Candidat soumissionnaire entend affecter au chantier si le marché lui est attribué ;
 - Proposer un Représentant de l'Entrepreneur, responsable du projet parlant couramment français et ayant au moins 10 ans d'expérience pour des travaux de nature et volume analogues et justifiant d'un minimum de 5 ans d'expérience en tant que chef de projet ;

- Proposer un Directeur des travaux ayant au moins 10 ans d'expérience pour des travaux de nature et volume analogues et justifiant d'un minimum de 5 ans d'expérience en tant que chef de chantier ;
- Présenter une liste d'équipements et matériel nécessaires pour la réalisation des travaux : véhicule de liaison, échafaudage, etc. ;
- Joindre un planning de réalisation des travaux qui traduit clairement l'efficacité de l'organisation que le soumissionnaire compte mettre en place pour mener les travaux à bonne fin dans les délais proposés.

ii) Conditions d'ordre financier :

- Joindre à l'offre les états financiers certifiés par un expert-comptable agréé par l'ONEC de trois (03) dernières années (2023, 2022 et 2021). En cas de groupement, chaque entreprise devra présenter les siens ;
- Avoir réalisé, au cours des trois dernières années (2023, 2022 et 2021), un chiffre d'affaires annuel moyen équivalent à au moins au montant de son offre. En cas d'un groupement, chaque entreprise devra présenter un chiffre d'affaires moyen équivalent à au moins :
 - ❖ 60% du montant de l'offre pour le chef de file et 40% du montant de l'offre pour l'autre membre dans le cas d'un groupement de deux entreprises ;
 - ❖ 40% du montant de l'offre pour le chef de file et 30% du montant de l'offre pour chacun de deux autres membres dans le cas d'un groupement de trois entreprises.
- Ne pas être en faillite ;
- Présenter des documents sur des éventuels antécédents de défaut d'exécution de marchés ainsi que sur les litiges en instance.

iii) Conditions d'ordre légal et autre(s) :

La soumission devra comprendre les documents suivants :

- Certificat de la chambre de commerce sur l'enregistrement de l'entreprise et son siège. Pour les entreprises nationales, il s'agira du RCCM accompagné des statuts de l'entreprise et du numéro d'Identification Nationale harmonisée ;
- Fournir l'attestation valant quitus fiscal en cours de validité, assorti des preuves des déclarations et paiements de l'IBP, de la TVA et l'IPR pour les six derniers mois ;
- Attestation d'affiliation à la CNSS pour les entreprises établies en RDC ;
- Preuves de régularité de paiement des cotisations à la CNSS pour l'exercice fiscal 2023 et les 3 premiers trimestres de 2024 pour les soumissionnaires établis en RDC ;
- Les entreprises soumissionnaires peuvent se présenter en groupement. Dans ce cas, elles devront clairement identifier le chef de file de leur groupement, son représentant habilité. Aussi, le chef de file devra être une entreprise œuvrant dans le domaine des travaux de construction ;
- Les entreprises étrangères devront présenter les équivalents des documents demandés ci-haut, légalisés ou notariés par les services consulaires et/ou diplomatiques congolais de lieu de leur résidence ou du pays voisin.

Voir le document d'Appel d'offres pour les informations détaillées.

7. Les candidats intéressés peuvent obtenir un dossier d'Appel d'offres complet en formulant une demande écrite à l'adresse indiquée ci-dessous contre un paiement non remboursable de **quatre cents dollars américains (400,00 USD) ou l'équivalent en CDF**. La méthode de paiement sera par virement bancaire ou versement d'espèces moyennant la note de perception émise par la DGRAD indiquant les coordonnées y relatives. Elle sera émise par le service d'ordonnancement de la DGRAD affecté auprès de la Cellule de Gestion des Marchés Publics du Ministère des Finances. Le paiement sera effectué au compte receveur de la DGRAD ouvert en les livres du Trésor Public dans une banque commerciale intermédiaire. Le document d'Appel d'offres sera retiré au service de Passation des marchés de la CFEF contre présentation de la preuve de paiement.

Suite

8. Les offres devront être soumises à l'adresse rappelée ci-dessous au plus tard le 9 décembre 2024 à 14 h 00 (TU+1). Les offres remises en retard ne seront pas acceptées. Les offres seront ouvertes en présence des représentants des candidats présents à l'adresse ci-dessous le 9 décembre 2024 à 14 h 30' (TU+1). Les offres doivent demeurer valides pendant une durée de cent-vingt (120) jours, à compter de la date limite de dépôt des soumissions et comprendre une garantie d'offre bancaire, selon le modèle type de la section 3 du présent DAO, d'un montant de 5.000 USD ou équivalent en FC **dont la validité doit être de 30 jours de plus que celle de la validité de l'offre, soit une validité de 150 jours.**

Cellule d'exécution des Financements en faveur des Etats Fragiles, CFEF

A l'Attention de Monsieur le Coordonnateur National

32 bis, avenue des Forces Armées (dans l'enceinte de l'Ecole nationale des Finances)

à Kinshasa/Gombe,

Téléphone : (+243) 810 743 466

E-mail : cfef@cfef.cd

Kinshasa – République Démocratique du Congo

Site Internet : www.cfef.cd

LUNGUNGU KISOSO Alain

Coordonnateur National



07 NOV 2024

